

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/La-sortie-de-Suez-et-d-Aguas-de-Barcelona-de-la-concession-d-Aguas-Argentinas-marque-l-echec-d-un-modele>

La sortie de Suez et d'Aguas de Barcelona de la concession d'Aguas Argentinas marque l'échec d'un modèle

- Argentine - Économie - Privatisées - Services Publics : eau, électricité, ordures, etc -

Date de mise en ligne : mercredi 14 septembre 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par [Página 12](#)

Buenos Aires, 13 septembre 2005

La sortie de Suez et d'Aguas de Barcelona de la concession d'Aguas Argentinas marque l'échec d'un modèle de privatisation. Contrairement à la réalité d'autres services publics privatisés, la crise du modèle d'exploitation de l'eau n'est pas seulement le produit de la sortie de la convertibilité, qui a cassé l'équilibre précaire des entreprises entre les tarifs et l'endettement externe mais, d'abord, d'un schéma qui n'a pas pu satisfaire la fourniture du plus basique des services à une bonne partie de la population située dans sa zone d'exploitation. La nouvelle réalité oblige à penser un modèle alternatif de gestion qui a comme priorité les investissements en infrastructure nécessaires pour l'expansion des réseaux, tâche dans laquelle l'État ne pourra pas être absent.

Le problème de la prestation d'un service d'eau courante et d'égouts à 11 millions de personnes, dont pas toutes reçoivent pas ce service, a deux dimensions : l'administration et le maintien du réseau existant et son expansion pour qu'il couvre tout le secteur de la concession.

Pour l'économiste Jorge Schvartzer, directeur du Cespa, cette seconde tâche non seulement "est chère et peu rentable", mais entraîne une urgence essentielle comme la fourniture d'eau potable. Pour le spécialiste de l'Université de Buenos Aires, Aguas Argentinas a été relativement efficace dans la gestion de ce qui existait, mais "a investi peu". Par conséquent, le nouveau modèle pour l'entreprise, quelle que soit la forme choisie, devra séparer la gestion proprement dite de l'investissement.

La question de fond continuera à être quelle part des nouveaux investissements assumera l'État et qui les gèrera. Le mécanisme de financement utilisé jusqu'à présent pour l'expansion du réseau a été celui des subventions croisées. Tous les utilisateurs ont payé dans leurs factures une quote-part pour un fonds spécifique.

Ce qui est logique, considère Schvartzer, c'est que les ressources proviennent désormais "des impôts que l'État perçoit des riches et non des tarifs que payent aussi beaucoup de pauvres". Une seconde justification pour l'intervention du secteur public, c'est que l'absence de service - spécialement d'égouts, mais aussi d'eau courante - dans nombre de secteurs de la banlieue de Buenos Aires, représente un problème social et sanitaire.

Le modèle de gestion que propose Schvartzer est semblable à celui déjà utilisé pour le métro, où l'État effectue l'investissement dans les tunnels et dont la gestion est confiée à une entreprise privée. Il n'écarte pas non plus la participation du capital national "style Edesur ou Telecom", c'est-à-dire, au côté d'un opérateur international.

Pour le défenseur du Peuple de la Nation, Eduardo Mondino, le problème d'Aguas Argentinas n'est pas "Suez ou pas Suez", mais le "modèle d'opérateur privé unique". L'alternative est qu'il existe "plus d'un opérateur", a-t-il recommandé. En cela, il a durement critiqué la position du ministre de Planification, Julio de Vido, qui a soutenu qu'il ne serait pas viable "casser l'unité d'affaire".

La fourniture d'eau "ne peut pas être considérée comme une affaire", parce qu'il s'agit "d'un droit humain de base". Qu'importe si le nouveau schéma est obtenu à travers une forme d'association mixte ou privée, "mais on doit se souvenir que le modèle d'opérateur unique a échoué", a-t-il insisté.

On a vu jusqu'à présent qu'il n'y a pas tarif qui résiste au niveau d'investissements demandé requis, a-t-il expliqué. C'est pourquoi l'optique qui considère la renégociation comme un chemin "pour signer une nouvelle affaire" est erronée.

Pour Mondino, la sortie des opérateurs actuels est inévitable. Du contrat original, après les renégociations successives, il ne reste plus rien et la seule manière de maintenir la concession serait "de gracier Aguas de tous ses inaccomplissements". Avec ces antécédents, on ne peut imaginer un schéma dans lequel l'actuel opérateur contrôle, comme il le prétend, les investissements que doit faire l'État, conclut Mondino.

Traduction pour El Correo par Estelle et Carlos Debiasi